

L'INDÉPENDANCE DU KOSOVO : BOULEVERSEMENT DANS L'ORDRE INTERNATIONAL ?

par Michaël Franssen

(Sous la coordination du comité de lecture du CPCP)



© CPCP asbl - novembre 2008

CPCP - Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation asbl
Rue des Deux Eglises, 45 - 1000 Bruxelles - Tél.: 02/238 01 00 - info@cpcp.be - www.cpcp.be



Le parlement du Kosovo a déclaré unilatéralement son indépendance de la Serbie le dimanche 17 février 2008. L'histoire tourmentée de cette province, actuellement administrée par l'ONU¹ depuis l'intervention de l'OTAN entre mars et juin 1999, est au cœur de l'opposition entre velléités indépendantistes kosovares et intégrité territoriale de la Serbie.

L'opportunité de la reconnaissance de ce nouvel Etat autoproclamé est présente dans tous les milieux diplomatiques. La question se pose de l'attitude à avoir face à une région sécessionniste sur le continent européen ? Le risque de contagion n'est-il pas sous-jacent ? Des Kosovo bis ne risquent-ils pas d'éclater ? La question essentielle demeure de savoir quelle est la meilleure solution pour stabiliser l'Europe du Sud-Est, région tant tourmentée au cours de la dernière décennie du XX^{ème} siècle, tout en préservant la stabilité du système international dans lequel nous évoluons.

I. LE KOSOVO UNE TERRE AUX MULTIPLES VISAGES

Le Kosovo est un espace géographique situé à la croisée des chemins entre Orient et Occident. Localisé au sud de la Serbie, il partage sa frontière avec le Monténégro, l'Albanie et la Macédoine². La situation démographique reste contestée par les protagonistes bien qu'il est concevable que cette province/Etat soit peuplé(e) en majorité par des Albanais (90%) et par une minorité de Serbes, de Roms et d'autres communautés (10%). Il est intéressant de constater que la représentation démographique de cet espace s'est totalement modifiée au cours de l'histoire pour passer d'une présence quasi unique de Serbes au XV^{ème} siècle à une présence quasi unique d'Albanais aujourd'hui, en passant par un équilibre démographique au début du XX^{ème}.

L'évolution de cet espace au cours de l'histoire, tiraillé tantôt par la Serbie et la Yougoslavie, tantôt par l'empire Ottoman et l'Albanie, va modifier et façonner de façon radicale la réalité du Kosovo pour en faire un véritable défi pour la stabilité de la région.

Sans revenir trop loin dans son histoire, le Kosovo est (était) une province autonome du Sud de la Serbie à majorité musulmane³. Les Serbes le considèrent comme le berceau historique de leur civilisation. Il abrite une série de monastères⁴ et de symboles de première importance dans l'histoire médiévale de la Serbie et dans la construction mythologique de son identité nationale. Le mythe le plus connu reste la défaite de Kosovo Polje en 1389, lorsque les Serbes perdirent la bataille contre l'Empire Ottoman. Elle restera dans les mémoires collectives comme un symbole du courage et de la bravoure du peuple serbe et est même à l'origine de leur fête nationale. Le Kosovo est également terre de religion, puisqu'il abrite le siège du patriarcat de l'Eglise Orthodoxe serbe depuis 1346.

¹ Résolution 1244 du conseil de sécurité des Nations Unies en date du 10 juin 1999

² Lire Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

³ La Serbie est en majorité Orthodoxe

⁴ Par exemple le Monastère de Pec datant du XIII^{ème} siècle et siège du patriarcat de l'église Orthodoxe serbe.



Les Albanais quant à eux, considèrent qu'ils sont les descendants des Illyriens et donc étaient installés sur ces terres bien avant les serbes, autour du VI^{ème} siècle.

Durant la période yougoslave de Tito, le Kosovo exprimait déjà des revendications indépendantistes et voulait notamment obtenir le statut de « République » et de « peuple constitutif » au lieu d'être une simple province. Ces revendications ont été en partie satisfaites lorsqu'en 1974 la nouvelle constitution yougoslave leur attribua un statut de province autonome avec une augmentation substantielle de leurs droits et une place de « quasi » république au sein de la Yougoslavie socialiste. Cette évolution donnait un peu de répit face aux vellétés indépendantistes sans toutefois leur conférer un statut de République, synonyme de possibilité d'autodétermination. Cependant, malgré une accalmie temporaire, les revendications nationalistes allaient s'accroître et profiter de la mort, à l'aube des années quatre-vingt, du leader Tito pour s'affirmer aussi bien au Kosovo qu'en Serbie.

2. LA ROUTE VERS L'INDÉPENDANCE

L'année 1989 marque le tournant dans les relations entre l'État central et sa province sécessionniste. Slobodan Milosevic, le président serbe alors fraîchement élu, adopte la méthode forte et répond aux revendications indépendantistes kosovares en supprimant le statut d'autonomie accordé quinze ans plus tôt. Les positions se radicalisent et les affrontements éclatent. La décennie nonante sera ainsi marquée par les conflits tragiques dans tout l'espace yougoslave et par sa désintégration sanglante. En effet, beaucoup de spécialistes de la région estiment symboliquement que les conflits yougoslaves des années nonante ont leurs débuts au Kosovo et finiront au Kosovo.

Après plusieurs années de lutte entre l'armée régulière yougoslave⁵ et l'UCK⁶, en 1999, suite à des exactions commises contre des civils Albanais par les forces Serbes dans la province, et après des négociations avortées à Rambouillet, l'OTAN décide d'intervenir pour mettre fin aux violences. Depuis lors, la province est administrée par l'ONU sur base de la résolution 1244 du Conseil de Sécurité.

Suite à la mise en place de l'administration provisoire du Kosovo sous mandat de l'ONU, le règlement du statut final du Kosovo devint une question capitale dans les arènes diplomatiques internationales. N'obtenant pas d'accord entre Serbes et Kosovars durant les longs mois de négociations, l'émissaire de l'ONU M.Ahtisaari⁷ proposa un plan en janvier 2007. Ce plan prévoyait une indépendance supervisée de la province sécessionniste. Il faisait la quasi unanimité en Europe, mais ne fut pas accepté par les Serbes et ne peut être voté au Conseil de Sécurité de l'ONU à cause des vétos russes et chinois.

⁵ La Yougoslavie est entre temps devenue la Serbie.

⁶ Armée de libération du Kosovo, organisation paramilitaire indépendantiste des albanais du Kosovo.

⁷ Prix Nobel de la Paix 2008.



Cette impasse durera plus d'un an. Après de multiples tractations et avec l'appui inconditionnel des Etats-Unis ainsi que de certains pays Européens, dont la Belgique, le parlement du Kosovo proclama son indépendance le 17 février 2008. Dans la foulée, les principaux Etats Européens ont reconnu le Kosovo, mais cinq restent formellement opposés à cette indépendance : l'Espagne, la Grèce, Chypre, la Slovaquie et la Roumanie. Au niveau international, 52 Etats avaient reconnu le Kosovo en octobre 2008.

3. UNE INDÉPENDANCE CONTESTÉE

Comme nous venons de l'énoncer, le Kosovo n'est pas (encore) reconnu par une majorité d'Etats. La légitimité de ce nouveau pays pose donc question. A cet égard, la Serbie a demandé l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ), approuvé par une majorité des Etats à l'Assemblée générale de l'ONU, sur la légalité de l'indépendance du Kosovo au regard du droit international.

En effet, cette déclaration unilatérale d'indépendance soulève des interrogations en termes juridiques. L'écrasante majorité des spécialistes en droit international⁸ arguent que l'acte posé par le parlement du Kosovo n'est pas légal en vertu du droit international. Il apparaît que le droit à l'autodétermination n'est pas applicable au cas du Kosovo car celui-ci est limité aux situations coloniales ou post coloniales. Le droit de faire sécession, quant à lui, n'existe tout simplement pas en droit international.

De plus, le Kosovo est actuellement soumis à la résolution 1244 du Conseil de Sécurité et, sauf vote contraire du Conseil de Sécurité, cette résolution reste la norme en vigueur. Cette résolution qui date de 1999 réaffirme notamment « l'attachement de tous les États Membres à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie et de tous les autres États de la région ».

Cependant, à cette vision académique et juridique, s'oppose le réalisme politique de la politique étrangère des Etats et de l'opposition entre puissances. Le ballet diplomatique des différents acteurs directement (ou indirectement) impliqués dans la résolution du conflit au Kosovo s'est mis en place afin d'influencer les autres Etats à prendre une voie diplomatique plutôt qu'une autre.

C'est ainsi que l'Europe n'a pu trouver une position commune pour reconnaître ou non le Kosovo indépendant. Face à la notion d'indépendance « juste » mise en avant par les délégations française et allemande, la notion de « respect du droit international » et de la « peur de l'effet domino » sont avancés par les délégations grecque et espagnole. L'Europe se retrouve une fois de plus fragilisée par son mode de prise de décision nécessitant l'accord unanime des Etats membres⁹. L'UE a donc à nouveau décidé de ne pas décider, ou plutôt de laisser chacun des Etats membres décider dans le respect des pratiques nationales et du droit international¹⁰.

⁸ Voir notamment à ce sujet la Carte blanche d'Olivier Corten professeur à l'ULB dans : *Le Soir* du 20/02/2008 ou encore l'interview de Pierre D'argent professeur de droit international à l'UCL dans *La Libre Belgique* du 16/02/2008.

⁹ La PESC (politique étrangère et de sécurité commune) est organisée dans le second pilier du Traité de Maastricht et fonctionne donc sur le mode de décision intergouvernemental, elle requiert donc l'unanimité au sein du Conseil des Ministres européens.

¹⁰ Position commune du 18 février 2008



C'est également dans ce contexte diplomatique tendu que l'opposition entre la Russie et les pays membres de l'OTAN¹¹ s'est à nouveau affichée quant à l'étendue de leurs sphères d'influences respectives et la similarité de la situation kosovare avec celles des régions séparatistes caucasiennes¹². D'une façon simplifiée, il apparaît qu'un jeu de puissances s'est donc installé entre la Russie qui appuie totalement la position serbe, pour à la fois garder un pied dans les Balkans et éviter une escalade de la violence dans les différentes régions sécessionnistes, et l'Occident soutenant le caractère unique de la situation au Kosovo et partisan d'une indépendance de la province. En parallèle à cela, la Serbie est, elle, tiraillée entre la carotte d'une future adhésion européenne et les bras grands ouverts de la Russie et des contrats juteux qu'elle lui propose notamment en matière énergétique.

Pour conclure, face à la réalité difficilement soluble de la situation du Kosovo, il est important de replacer dans un contexte international la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Kosovo est loin d'être une situation isolée, il existe des centaines de « Kosovo » potentiels dans le monde comme l'attestent les exemples de la Bosnie, du Pays Basque, de la Catalogne, des régions du Caucase comme l'Abkhazie ou l'Ossétie du Sud, ou encore d'innombrables régions d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Le risque de contagion est bel est bien présent et ce malgré le caractère « unique » de la situation évoqué par les diplomates des pays reconnaissant le Kosovo comme indépendant. Il n'est d'ailleurs pas anodin qu'un certain nombre de régions comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont dès le lendemain du 17 février, déclaré leur intention de proclamer leur indépendance¹³. Désormais, les diplomates internationaux auront énormément de mal à rester crédibles dans leur opposition future à des cas semblables à celui du Kosovo.

Le risque est évident, lorsque l'on ouvre une brèche dans le droit international, il devient difficile de la refermer et d'en contenir ses « effets collatéraux ». La seule solution d'avenir pour stabiliser les Balkans occidentaux réside dans une intégration européenne de tout l'espace balkanique, sans quoi, les tensions ne feront que s'accroître et la « poudre des Balkans » gardera tout son sens.

¹¹ Entendez ici la plupart des pays membres de l'OTAN

¹² En atteste, le conflit meurtrier entre la Géorgie et ses deux régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud de l'été 2008 et leurs déclarations d'indépendance respectives

¹³ La reconnaissance russe de leurs indépendances n'est certainement pas étrangère à la frustration de sa diplomatie concernant la situation au Kosovo.



BIBLIOGRAPHIE

CORTEN Olivier, *La reconnaissance prématurée du Kosovo : une violation du droit international* in Le Soir, 20/02/2008.

DERENS Jean-Arnault, *Le piège du Kosovo*, Paris, Non Lieu, 2008

LABAKI Maroun, Union européenne – Les Vingt-Sept constatent à nouveau leurs divergences : La Belgique reconnaît le Kosovo in Le Soir, 19/02/2008.

PASQUIER Sylvaine, *Le syndrome Kosovo* in Le Vif / L'Express, 04/04/2008 P 66-69

RAMET Sabrina P., *Balkan Babel : The disintegration of Yugoslavia from the death of Tito to ethnic war*, Colorado : Westview Press, 1996

REGNIER Philippe, *Kosovo-Serbie : L'avenir c'est l'Europe* in Le Soir, 16/02/2008.

VERHEST Sabine, *La reconnaissance ou le règne du deux poids deux mesures* in La Libre Belgique, 16/02/2008.

VERHEST Sabine, *Kosovo – Un effet domino? Ces régions qui rêvent d'indépendance* in La Libre Belgique, 20/02/2008.

WOODWARD Susan, *Balkan tragedy : chaos and dissolution after the cold war*, Washington D.C. : The Brookings Institution, 1995

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.